

Le Chat déchainé

Sixième année – n° 10 (nouvelle série)

février 2025



Pour ceux qui ne veulent ni obéir ni commander

★ PRIX LIBRE

POURQUOI NOUS NE NOUS PRÉSENTONS PAS AUX ÉLECTIONS

Le 23 mars et le 13 avril prochains auront lieu les élections cantonales neuchâteloises. En lice pour le législatif : l'UDC, le PLR, le « Centre », les Vert'lib', les Vert'es, le PS, le POP et solidarités. Et pour l'exécutif : une liste de gauche avec deux PS, une POP et deux Vertes, une liste de droite UDC-PLR-« Centre », et deux candidat·es Vert'lib, ce parti ayant refusé de s'allier à l'extrême-droite. Et quelques autres, dont deux ex-UDC.

On pourrait croire que tout le monde pourra élire qui lui plaît, et que c'est

très bien ainsi. Mais ça ne nous convainc évidemment pas. Le « régime représentatif », mis en place par des gens qui ne voulaient pas de la démocratie, ne nous permettra jamais d'atteindre nos objectifs, à savoir une société sans classes – donc sans propriété privée, sans État, sans salariat, sans marchandise –, sans patriarcat, sans exploitation, sans domination, qui respecte les limites planétaires.

Surtout, la FLM veut agir avec les gens, pas à leur place.

Notre dossier sur les élections, pp. 6-12

L'OPPRESSION DES FEMMES EN AFGHANISTAN (pp. 3-5)

ELECTIONS



droits des femmes face au régime taliban – droit d'asile pour femmes afghanes – nous ne nous présentons pas aux élections – voter, c'est abdiquer – gauche unie – impôts – prix libre & gratuité – cessez-le-feu en Palestine – Syrie – pour une Suisse laïque – clope – portraits historiques – mort du führer borgne – face à l'extrême-droite, sortir du déni

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds
Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes
Instagram : flm.montagnes
Twitter : flm_montagnes
flm@espacenoir.ch



Pour nous soutenir :
CCP 12-419903-8
IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8

La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).

Le Chat déchaîné, « publication anarchiste sur supports divers et à périodicité variable »

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le Chat déchaîné est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux formats et sous-titres changeants et à la périodicité fluctuante. Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur wiki-libertaire.ch), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !



AFGHANISTAN : LES DROITS DES FEMMES

FACE AU RÉGIME TALIBAN

Les talibans dont le nom signifie « étudiant » en arabe, sont un mouvement islamiste fondamentaliste qui a émergé en Afghanistan dans les années 1990. Ils ont pris le pouvoir en 1996 après plusieurs années de guerre civile, imposant un régime théocratique strict basé sur une interprétation rigoriste de la loi islamique, la charia. Leur règne a été marqué par des restrictions sévères, en particulier envers les femmes. À l'arrivée des forces américaines en 2001, les talibans étaient dispersés dans tout le pays. Après le début des frappes américaines et l'offensive des forces afghanes, les talibans ont rapidement perdu du terrain et leur contrôle s'est effondré.

Suit vingt ans d'occupation par les forces internationales, sous l'égide des États-Unis. Après le retrait des troupes américaines, les talibans ont repris le contrôle du pays.

Ce retour s'est traduit par une transformation radicale de la société afghane, surtout par une forte répression des droits humains et un écrasement sans précédent des droits des femmes.

Depuis leur réapparition au pouvoir, les talibans ont imposé des restrictions drastiques visant à effacer les femmes

de la vie publique. Ces mesures touchent plusieurs aspects de leur quotidien, notamment l'éducation, le travail et leur liberté.

Les talibans ont interdit l'accès des filles aux écoles secondaires et aux universités privant des millions de jeunes filles au droit à l'éducation. Ce fait compromet leur avenir et limite la contribution des femmes à la société afghane.

Elles ont été interdites de travailler dans la plupart des secteurs, y compris les organisations non gouvernementales (ONG) et les institutions publiques. Cette exclusion les rend économiquement dépendantes des hommes et aggrave la pauvreté dans un pays déjà en crise.

Les femmes ne peuvent pas se déplacer seules, sans être accompagnées d'un Mahran (un homme de leur famille), ce qui limite leur accès aux services, tels que les soins de santé, les opportunités professionnelles, et les lieux de rencontre. Cette mesure reflète une volonté de les exclure de la société.

Les talibans imposent aux femmes le port de la burka couvrant entièrement leur corps. Cette obligation vise à les rendre invisibles dans l'espace public et à renforcer l'isolement.

Les talibans encouragent des pratiques, comme les mariages forcés avec leurs combattants, elles subissent les violences conjugales, sans aucun recours légal.

Ces restrictions provoquent des niveaux élevés de stress, de dépression, de suicide, et un sentiment de désespoir. Elles fragilisent également la société afghane dans son ensemble en limitant la participation de la moitié de la population.

Les interdictions imposées aux femmes par les talibans, reflètent une tentative systématique de contrôle, d'effacement et de domination. Ces politiques sont un grave recul pour les droits des femmes. Derrières des justifications religieuses et culturelles, les véritables motivations sont souvent économiques, sociales et politiques, d'où l'importance de la solidarité internationale et les efforts pour restaurer les droits fondamentaux des femmes afghanes.

Malgré cette répression, des femmes courageuses continuent de résister en organisant des manifestations, en poursuivant leur éducation en secret, et en attirant la communauté internationale sur leur sort.

La situation en Afghanistan montre que les droits des femmes ne sont jamais acquis. Ce qui se passe dans ce pays est un signal d'alarme pour le monde entier, nous devons rester mobilisés pour protéger ces libertés, ici comme ailleurs.

Aux côtés des femmes afghanes, une soirée de lutte, de solidarité et d'espoir (*voir ci-dessous*).

Rejoignez-nous pour soutenir celles qui résistent face à l'oppression et construisent leur émancipation.

May

Aussi paru dans le *Bulletin* d'Espace Noir de janvier-février 2025.

Espace Noir a inauguré le 25 janvier une exposition de

Sahar Rezai, peintre afghane, réfugiée à Sion.

À voir rue Francillon 29 à Saint-Imier,

jusqu'au 22 février.

DROIT D'ASILE POUR LES FEMMES AFGHANES

La Suisse a allégé les procédures de demande d'asile pour les femmes afghanes, en 2023. Cela ne va pourtant

pas de soi. Le fait d'être une femme afghane ne suffit pas pour obtenir l'asile dans notre pays, il faut justifier

d'une oppression particulière – cela ne semble plus poser trop de problème depuis mi-juillet 2023 : le Secrétariat d'État aux Migrations considère depuis lors que les femmes afghanes subissent toutes une oppression religieuse. Avant cela, elles voyaient souvent leur demande d'asile rejetée... mais elles recevaient une décision d'admission provisoire, le renvoi n'étant pas possible au vu de la situation en Afghanistan.

Mais la droite et l'extrême-droite, UDC en tête, cherchent sans cesse à durcir ce droit d'asile. L'UDC mène une campagne violemment raciste contre le droit d'asile en général. Concernant les femmes afghanes, elle essaie de durcir les conditions en faisant mine de rien, en s'attaquant à des détails : prendre en compte le pays de provenance plutôt que la nationalité, par exemple.

Sans se cacher, cette droite craint un « appel d'air » si les femmes afghanes peuvent obtenir l'asile automatiquement (dans la pratique, chaque cas est examiné individuellement – ce qui est un non-sens).

De manière générale, les pra-

tiques dans le domaine de l'asile sont inhumaines : renvois « Dublin » vers la Croatie, alors que la Suisse reconnaît que les gardes-frontières sont violents ; participation à Frontex qui fait de la Méditerranée et des forêts de l'Est des cimetières ; frénésie législative accélérée par les attaques racistes de l'UDC ; lâcheté ou naïveté du PS... Le narratif de l'UDC, repris par le reste de la droite et une partie de la gauche, veut nous faire croire qu'il y aurait une « crise de l'asile » qui mettrait la Suisse en difficulté. C'est évidemment faux.

Pour revenir à notre propos, la Cour de justice de l'Union européenne considère que les femmes afghanes peuvent obtenir l'asile dans l'UE sur la seule base de leur nationalité et de leur sexe. La Suède, la Finlande et le Danemark appliquent déjà ce principe.

Les femmes afghanes doivent obtenir l'asile et une aide appropriée de manière inconditionnelle en Suisse. Et

plus encore : toute personne devrait bénéficier du droit à la libre circulation et à la libre installation : un droit déjà effectif pour les riches, à étendre à tout le monde.



R. A.

NOUS METTRE SUR UNE

POURQUOI NOUS NE NOUS PRÉSENTONS PAS AUX ÉLECTIONS (SUITE DE LA P. 1)

Quand on se présente aux élections, on apporte *de facto* sa pierre à l'édifice du « régime représentatif », qui existe presque partout sur la planète et qui a été mis en place par des gens qui ne voulaient surtout pas que le peuple se gouverne lui-même.

Dans le canton de Neuchâtel, pour avoir le droit de siéger au Grand Conseil, il faut prêter serment : « *Je promets [...] d'observer strictement la Constitution et les lois constitutionnelles* ». De représentant·e des idées et aspirations d'une partie du corps électoral, on se retrouve ainsi garant·e d'une constitution bourgeoise. Et évidemment, on est censé·e représenter les intérêts de l'État (presque magiquement confondus avec ceux de la population). Et c'est là que ça devient intéressant : la Constitution contient de nombreux articles, mais tous ne sont pas, dans les faits, aussi importants. Si vous êtes de gauche et que vous appelez à désarmer la police ou à se débarrasser de la propriété privée, vous serez considéré·e indigne de votre fonction. Si vous êtes de droite et que vous voulez restreindre le droit de manifester, fliquer les

chômeuses ou supprimer des aides sociales, pas de problème !

Il nous semble évident qu'on ne peut pas détruire la société de classes en respectant scrupuleusement les règles d'un jeu conçu pour la maintenir. Pourquoi alors se mettre sur une liste ? Pour éviter que la droite domine tout ? On comprend (bien qu'on préférerait que la gauche sorte quand même des gouvernements cantonaux et fédéral), mais on pense être plus utile ailleurs. Pour porter la voix de la rue ? Pourquoi pas. Mais il faut toujours la traduire en termes acceptables pour la bienséance des valets de la bourgeoisie. Pour aller faire de l'agitation ? C'est vrai, on peut aller à la tribune pour cracher sur le Capital, on peut mentir en prêtant serment, on peut violer le secret de commission, on peut profiter des indemnités de séance pour financer la lutte.

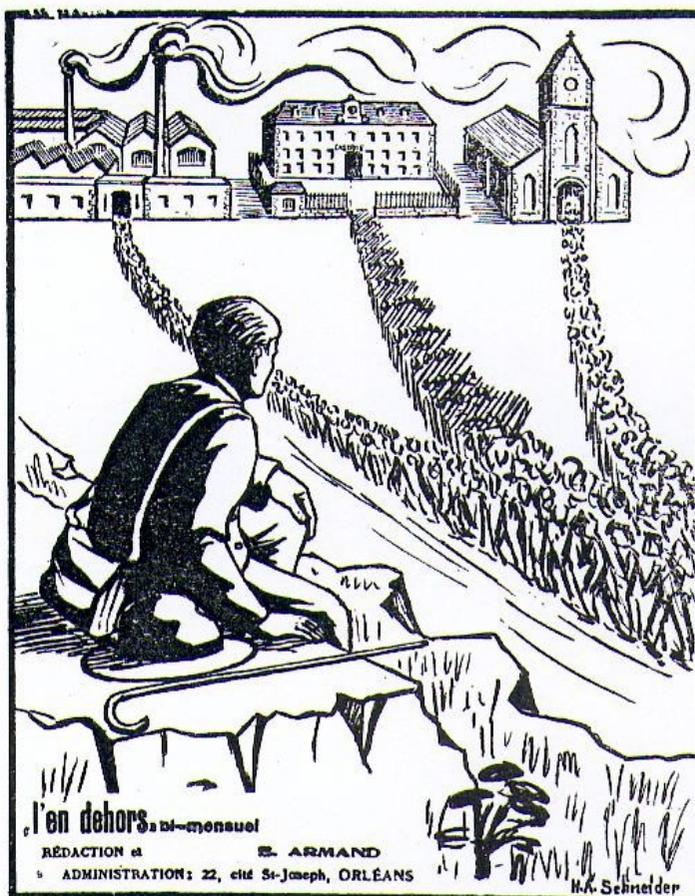
Mais encore une fois, ça nous semble beaucoup d'efforts pour une efficacité bien plus faible que ce qu'on peut faire dehors : syndicats, coopératives, squats, lieux autogérés, mouvements sociaux sont bien plus féconds, inventifs, vivants, démocratiques que les bancs

LISTE ? NON MERCI !

du Parlement.

Bien sûr, on peut se battre pour un salaire minimum, pour un plan climat plus ambitieux, et bien d'autres choses très utiles sur les fronts du féminisme, de la lutte des classes, de l'anti-racisme ou de la préservation de l'environnement. Bien sûr, une fois élu·e, on a un certain pouvoir, et moins de chances de se retrouver face à la flicaille que quand on occupe une maison vide ou désarme une usine de Lafarge.

Mais dans les faits, est-ce que la gauche neuchâteloise va dans les parlements pour pirater les processus, pour donner un vernis de respectabilité aux luttes ? Non. À part de rares exceptions, tout le monde se retrouve à faire ami-ami avec des UDC et des PLR à l'heure de l'apéro. Tout le monde sort des horreurs du style « on soutient sur le fond mais pas sur la forme » (on n'a pas encore trouvé ce que ça pouvait bien signifier quand on parle de squat). Tout le monde se retranche derrière des processus longs et compliqués même quand la gauche est majoritaire et que les partis pourraient juste toquer à la porte de leurs ministres et leur imposer une ligne collective.



Peut-être que le problème, c'est que la gauche neuchâteloise n'est pas à la hauteur ? Peut-être devrions-nous y aller pour porter une voix vraiment socialiste, ou au moins appuyer celle de la rue ? Certain·es camarades font ce choix, à solidarités et au POP, notamment. Mais ce sera sans nous. Nous estimons que les tentatives réformistes et possibilistes ont fait la démonstration de leur échec.

Nous continuerons à porter nos luttes hors et contre les rouages du régime représentatif.

R. A.

VOTER, C'EST ABDIQUER

Lettre à Jean Grave, insérée dans le Révolté du 11 octobre 1885

Clarens, Vaud, 26 septembre 1885.

Compagnons,

Vous demandez à un homme de bonne volonté, qui n'est ni votant ni candidat, de vous exposer quelles sont ses idées sur l'exercice du droit de suffrage.

Le délai que vous m'accordez est bien court, mais ayant, au sujet du vote électoral, des convictions bien nettes, ce que j'ai à vous dire peut se formuler en quelques mots.

Voter, c'est abdiquer ; nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa propre souveraineté. Qu'il devienne monarque absolu, prince constitutionnel ou simplement mandataire muni d'une petite part de royauté, le candidat que vous portez au trône ou au fauteuil sera votre supérieur. Vous nommez des hommes qui sont au-dessus des lois, puisqu'ils se chargent de les rédiger et que leur mission est de vous faire obéir.

Voter, c'est être dupe ; c'est croire que des hommes comme vous acquerront soudain, au tintement d'une sonnette, la vertu de tout savoir et de tout comprendre. Vos mandataires ayant à légiférer sur toutes choses, des allumettes aux vaisseaux de guerre, de l'échenillage des arbres à l'extermination des peuplades rouges ou noires, il vous semble que leur intelligence grandisse en raison même de l'immensité de la tâche. L'histoire vous enseigne que le contraire a lieu. Le pouvoir a toujours affolé, le parlotage a toujours abêti. Dans les assemblées souveraines, la médiocrité prévaut fatalement.

Voter c'est évoquer la trahison. Sans doute, les votants croient à l'honnêteté de ceux auxquels ils accordent leurs suffrages — et peut-être ont-ils raison le premier jour, quand les candidats sont encore dans la ferveur du premier amour. Mais chaque jour a son lendemain. Dès que le milieu change, l'homme change avec lui. Aujourd'hui, le candidat s'incline devant vous, et peut-être trop bas ; demain, il se redressera et peut-être trop haut. Il mendiait les votes, il vous donnera des ordres. L'ouvrier, devenu contre-maître, peut-il rester ce qu'il était avant d'avoir obtenu la faveur du patron ? Le fougueux démocrate n'apprend-il pas à courber l'échine quand le banquier daigne l'inviter à son bureau, quand les valets des rois lui font

l'honneur de l'entretenir dans les antichambres ? L'atmosphère de ces corps législatifs est malsain à respirer, vous envoyez vos mandataires dans un milieu de corruption ; ne vous étonnez pas s'ils en sortent corrompus.

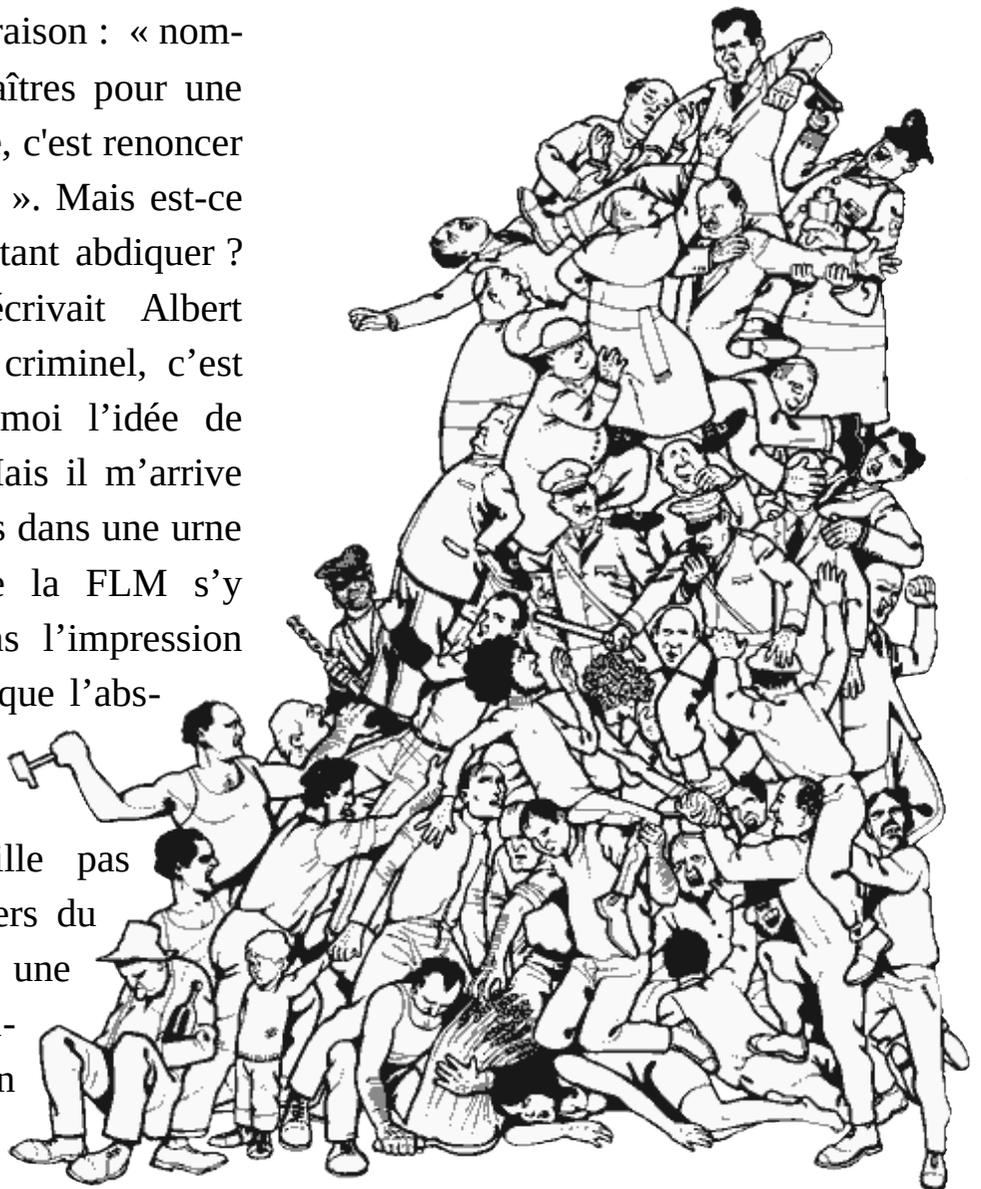
N'abdiquez donc pas, ne remettez donc pas vos destinées à des hommes forcément incapables et à des traîtres futurs. Ne votez pas ! Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-mêmes ; au lieu de prendre des avocats pour proposer un mode d'action futur, agissez ! Les occasions ne manquent pas aux hommes de bon vouloir. Rejeter sur les autres la responsabilité de sa conduite, c'est manquer de vaillance.

Je vous salue de tout cœur, compagnons.

ÉLISÉE RECLUS.

Petit commentaire 140 ans plus tard

Elisée Reclus avait raison : « nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa propre souveraineté ». Mais est-ce que voter, c'est pour autant abdiquer ? Est-ce que comme écrivait Albert Libertad en 1906, « le criminel, c'est l'électeur » ? Loin de moi l'idée de pousser à aller voter. Mais il m'arrive de glisser quelques noms dans une urne (certains membres de la FLM s'y refusent), et je n'ai pas l'impression d'abdiquer. Déjà, parce que l'abstention ne sert objectivement pas à grand-chose. L'État ne vacille pas quand près des deux tiers du corps électoral boudent une échéance, et la domination du monde politique et de l'appareil d'État à



mon rencontre n'est pas plus faible si je ne vote pas. Ensuite, parce que je me dis que c'est une abdication bien bénigne : quelques minutes pour ouvrir son enveloppe, choisir un bulletin et la refermer. Je préférerais avoir une gauche dans l'opposition – non pas à un gouvernement de droite, mais à l'État tout entier. Mais en attendant, autant avoir quelqu'un de vaguement de mon côté plutôt qu'un·e UDC.

Que l'on s'abstienne ou que l'on participe modestement au cirque électoral, l'important n'est pas là : ce qui compte, c'est de s'organiser activement en-dehors des cadres du parlementarisme et de l'État. Car Elisée Reclus avait

évidemment raison : « **Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-mêmes ; au lieu de prendre des avocats pour proposer un mode d'action futur, agissez !** »

R. A.

Illustration : Roberto Ambrosoli, *Rivista Anarchica*, avril 1971.

À (re)lire dans *Le Chat déchaîné* : « Se montrer digne de la fonction parlementaire. Ou pourquoi la gauche radicale part perdante dans le jeu institutionnel » (juillet 2022) ; « Aux camarades qui veulent se faire élire » (avril-mai 2023).

UNE GAUCHE (PRESQUE) UNIE FACE À UNE DROITE (PRESQUE) UNIE POUR LE CONSEIL D'ÉTAT

La gauche a décidé de partir unie pour l'exécutif. Enfin, la gauche... le PS, les Vert·es et le POP, sans solidarité. Chaque parti aura sa liste pour le législatif. L'union percole vers les syndicats : l'USCN (union syndicale cantonale neuchâtelaise) a décidé de soutenir les listes dont les candidat·es et partis s'engageraient à soutenir 45 revendications portant par exemple sur les libertés syndicales, le droit de manifester, la protection de l'environnement ou encore la gestion du Centre Neuchâtois de Psychiatrie. Au moment d'imprimer, il n'est pas encore clair si

l'USCN soutiendra effectivement des listes.

En face de ce « front populaire » écologique et social (ou plutôt de cette alliance de la gauche du capital), une union de la droite... et de l'extrême-droite. Le « Centre » et le Parti « Libéral-Radical » n'ont en effet pas trop hésité à partir avec l'UDC, dirigée cantonalement par le très fascisant Niels Rosselet-Christ. Le programme ? Rien de palpable à part des promesses de baisses d'impôts (voir pp. 12-13). Les Vert'lib' ont refusé de pactiser avec la bête immonde et feront cavalier seul.

LE LANCEMENT DE LA "GAUCHE UNIE"

En rentrant d'une manif révolutionnaire contre le WEF à Berne, un rédacteur du Chat déchaîné s'est retrouvé par hasard dans une soirée... intéressante.

Pompeusement nommé « congrès » (il n'y a eu ni discussion formelle ni décision sur quoi que ce soit), l'événement de lancement de la « gauche unie » a eu lieu le 18 janvier à la Maison du Peuple à La Chaux-de-Fonds. La gauche unie, késako ? La réunion du PS, des Vert·e·s et du POP qui vise la majorité au Conseil d'État.

Le discours est (presque) ambitieux : justice sociale, préservation de l'environnement, lutte contre la droite et l'extrême-droite, programme commun et même anticapitalisme ! Et la salle est pleine (de socialistes, vert·e·s, populistes et quelques autres qui se sont retrouvés·es là on ne sait trop pourquoi – dont une poignée de membres de la FLM). Évidemment, cette union de la gauche,

purement électorale, n'inclut pas les anarchistes. Ni même solidarités (malgré les appels à « toute la gauche » et à la « pression de la rue »).

Comme d'habitude, la stratégie est uniquement institutionnelle : même pas réformiste, simplement gestionnaire. Cette alliance électorale ne vise pas la chute de l'État et du Capital, mais le renforcement de l'État social. Un impossible capitalisme à visage humain. La « transition écologique et sociale » ne sera pas réalisée par quelques élu·e·s au Grand Conseil et au Conseil d'État, même majoritaires.

La soirée était belle et sympathique. Mais on aimerait bien voir tous ces gens le 1^{er} Mai, dans les réunions syndicales, dans les manifestations, dans les mouvements sociaux, dans les coopératives, dans les centres autogérés, dans les squats, dans les ZAD.

Quelques anecdotes de la soirée

▫ La bande-son incluait « Hasta siempre, Comandante » et « Bella Ciao ». Des militant·es du PS ont entonné l'Internationale.

▫ La banderole du POP (sans logo) qu'on sort chaque année au 1^{er} Mai, « prolétaires de tous les pays unissez-vous », était bien visible dans la salle.

▫ Le président du POP a cité Gramsci.

▫ À entendre le président du PS, la chute du capitalisme est pour demain – il n'y a pourtant eu aucune mention de lutte contre le travail salarié, le patronat, la marchandise, la propriété privée des moyens de production.

▫ Une des candidates des Vert·e·s a commencé par « chers gauchistes ». OK.

▫ Beaucoup semblent s'auto-convaincre que les ministres PS ont mené une politique de gauche ces dernières années (avec certes une absence palpable de conviction chez le président du POP).

▫ La presse était conviée, une table leur était réservée (le représentant improvisé du Chat déchaîné ne s'y est néanmoins pas assis).

▫ Florence Nater nous a rappelé ses hauts faits militants d'avant élection. Juste avant de dire qu'une conseillère d'État ne pourrait pas les réaliser.

▫ Pas mal de monde semble avoir oublié qu'en 2005 la double-majorité de gauche a initié des attaques austéritaires sans précédent – et que la vieille garde PS qui était aux commandes est encore bien présente (là encore le président du POP a osé quelques tacles).

IMPÔTS, IMPÔTS...

Un peu partout en Suisse et ailleurs, le programme de la droite s'appuie sur une baisse massive d'impôts (et une hausse des moyens pour l'armée et la police).

La gauche s'y oppose (aujourd'hui, parce qu'il n'y a pas si longtemps elle était souvent à la manœuvre). Très bien. Mais cette gauche ne sort pas du dis-

▫ L'alliance POP-vert-solS a l'air définitivement morte.

▫ Askip, ce qui définit Céline Vara, c'est la détermination et le courage. C'était en effet courageux de s'opposer à la Grève féministe et d'essayer de faire passer 10'000 personnes par une ruelle avec des escaliers plutôt que par l'avenue de la Gare, un certain 14 juin.

▫ Frédéric, Florence, Céline, Christine et Sarah semblent unanimes sur leur vision de l'État : il faut absolument le renforcer.

▫ Le buffet était « flexitarien ». Omnivore qui ne s'assume pas, quoi.

▫ Avec quelques verres dans le nez, l'Internationale est chantée vachement plus fort. Jusque dans la rue.

L'apéro était beau. Espérons que la gueule de bois ne sera pas trop violente après mars.

cours porté par la droite : augmenter ou baisser les points d'imposition.

Sans même entrer dans des considérations maximalistes, cette « défense » est bien faiblarde.

Un discours de gauche devrait insister sur deux points :

— la progressivité de l'impôt : les impôts doivent baisser pour les pauvres

et les classes moyennes inférieures, et augmenter pour les riches;

— le remplacement des taxes antiso- ciales par un impôt progressif : les pauvres paient autant de TVA, de taxe déchet, de redevance Serafe que les riches. Il faut remplacer ces taxes anti- sociales par l'impôt, qui permet de faire

payer les riches proportionnellement plus.

C'est que maintenir les services publics n'est pas le seul enjeu : il faut aussi tout faire pour mieux répartir les richesses.

R. A.

PRIX LIBRE ET GRATUITÉ

Le 29 novembre 2024, la quatrième édition du Black Freeday s'est tenue à la rue du Concert à Neuchâtel. Des centaines de personnes ont pu profiter du marché gratuit, des frites et de la buvette à prix libre, des chants de la Chorale révolutionnaire, des brochures de l'infokiosque et de la chaleur des braseros. Nous reproduisons ici un texte rédigé au sein de l'Intercollectif en amont de l'événement.

Le prix libre

Dans beaucoup d'événements et lieux militants, on retrouve la notion de prix libre. Le principe est simple : chaque personne est invitée à payer ce qu'elle peut ou veut se permettre. Il s'agit d'une vente, les gens sont incités à donner de l'argent. L'intérêt du prix libre, c'est que les personnes qui donnent un peu plus permettent

à d'autres de dépenser un peu moins, voire pas du tout. C'est une manière solidaire de mutualiser les coûts, en permettant à chacun·e de profiter d'un concert, d'une boisson, d'un repas, d'un vêtement...

La gratuité

Le 29 novembre à Neuchâtel, il y [a eu] un marché gratuit. Les gens [ont pu] amener des jeux, jouets, livres et habits. Ces mêmes personnes ou d'autres [ont pu] se servir, sans rien payer. La gratuité est une autre manière de permettre à chaque personne de se procurer, par exemple au Black Freeday, une nouvelle veste. Là aussi, il y a une mutuali- sation des ressources. Mais sans « profit », sans argent, sans équivalence de valeur. Il ne s'agit pas de vente ni de troc. Il n'y a pas d'échange direct, il n'y a pas de marchandise.



CESSEZ-LE-FEU EN PALESTINE : CE N'EST QU'UN DÉBUT

La résistance palestinienne et l'État d'Israël ont annoncé un cessez-le-feu pour le 19 janvier 2025, accompagné d'échanges d'otages (appelé·es « prisonnier·ères » lorsqu'ils sont palestinien·nes). Cet accord (violé par Israël... le jour de son entrée en vigueur) laisse entrevoir l'espoir de la fin du génocide (il est vraisemblable qu'un dixième de la population gazaouie soit déjà morte). Mais pas la fin de la colonisation, de l'apartheid, du nettoyage ethnique, et des souffrances des habitant·es de la Bande de Gaza, qui ont tout perdu ou presque sous les bombardements de l'entité sioniste. Depuis le début de la trêve, la Cisjordanie est attaquée férocement par l'État israélien et les colons. Le Sud du Liban reste occupé. L'entité sioniste cible aussi la Syrie. ***La lutte doit continuer.***

La Suisse, toujours complice

L'État suisse et de nombreuses entreprises et banques de notre pays continuent de participer au complexe militaro-industriel israélien et à la colonisation en Cisjordanie. Un exemple parmi d'autres : la Confédération a payé 250 millions de francs pour acheter six drones à Israël – drones qui ne supportent pas le givre, mais ce n'est pas

forcément une mauvaise nouvelle. Rappelons aussi les attaques répétées contre l'UNRWA.

Une nouvelle encourageante (il en faut bien) : une commission *ad hoc* de l'Université de Lausanne formée après l'occupation pro-palestinienne du printemps dernier a émis des recommandations qui vont largement dans le sens des revendications des activistes concernant les collaborations de l'Unil. Reste à effectivement appliquer ces recommandations. Rappelons que l'Unil collabore par exemple avec Thales, qui a développé des drones utilisés à Gaza par l'armée israélienne.

AXA : la lutte n'est pas finie !

Dans le numéro précédent, nous vous annoncions qu'AXA avait coupé ses liens avec les banques israéliennes. Une grande victoire, mais incomplète : l'assurance finance encore des entreprises d'armement impliquées dans le processus génocidaire.

Nous vous recommandons la lecture d'un entretien publié en deux parties sous le titre « Palestine : peuple ou classe ? » dans *Courant alternatif* (mensuel de l'OCL) de décembre 2024 et janvier 2025.

BRÈVES NOUVELLES DE SYRIE

Enfin ! Après plus de 10 ans de guerre civile et de massacres, le gouvernement de Bachar Al Assad s'est effondré et la population en liesse a ouvert les sinistres prisons.

Tout n'est pas rose pour autant. La faction principale (officiellement dissoute) du nouveau pouvoir est Hayat Tahrir al-Cham (HTC), ex-Al Qaida en Syrie, fondé par un ancien de Daech. HTC a multiplié les signaux rassurants (pas de voile obligatoire, par exemple), Sans grand effet : certains de ses alliés n'ont que faire de l'apaisement et s'en prennent aux minorités religieuses, et le

nouveau régime s'en prend déjà aux personnes trans. Le nouveau président veut fusionner les différentes milices, y compris les Forces Démocratiques Syriennes – en temporisant, probablement pour éviter un conflit ouvert.

De son côté, l'Armée Nationale Syrienne pro-turque multiplie les attaques contre l'auto-administration du Nord-Est syrien, tout comme l'armée turque, qui cible tout particulièrement des infrastructures stratégiques telles que le barrage de Tichrine

Plus que jamais, la révolution du Rojava a besoin de notre soutien !

VÉRITÉ ET JUSTICE

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, Fidan Doğan, Sakine Cansız et Leyla Söylemez, militantes du PKK, étaient assassinées à Paris par un nationaliste turc. Le parquet parisien considère que les services secrets turcs étaient impliqués, sans se prononcer sur le degré de responsabilité de la hiérarchie. On n'en saura pas plus : l'État français a classé secret défense des éléments essentiels de l'affaire.

Le 23 décembre 2022, toujours à Paris, un militant d'extrême-droite abattait Mîr Perwer, Abdulrahman Kizil et Emine Kara (Evîn Goyî) et blessait quatre autres personnes devant un

centre culturel kurde. Il avait déjà attaqué un camp d'exilé·es à coups de sabre.

Depuis plus de 10 ans, le mouvement kurde organise une manifestation internationale à Paris en janvier, pour exiger que la lumière soit faite sur ces affaires et que justice soit rendue. Des militant·es de Suisse étaient présent·es le 11 janvier 2025 dans le bloc internationaliste, soutenu par plus de quarante organisations. Même si l'on peut regretter le peu d'implications des groupes parisiens à part l'UCL, la manifestation était fournie et déterminée.

R. A.

À QUAND UNE SUISSE LAÏQUE ?

Il n'est pas rare d'entendre des appels à la retenue religieuse dans la sphère politique, injonction le plus souvent adressée à des personnes musulmanes.

Pourtant, la Suisse n'est pas laïque. Parmi ses États constitutifs, seuls deux sont laïcs : les républiques genevoise et neuchâteloise. Et encore, dans le canton de Neuchâtel, l'État perçoit l'impôt ecclésiastique sans frais pour certaines Églises. Et il est possible de jurer sur la Bible chrétienne lors de l'assermentation au Grand Conseil.

Dans tous les cantons sauf celui de Genève, certaines organisations religieuses ont plus de droits que les autres. Dans tous les cantons sauf les deux laïcs et le Tessin, soit toutes les personnes inscrites sur les registres paroissiaux sont soumises obligatoirement à l'impôt religieux, soit l'État (dans le canton de Vaud) finance directement les Églises via l'impôt général.

Deux partis représentés au Conseil fédéral (le Centre, ex-Parti Démocrate Chrétien ; et l'UDC) se revendiquent explicitement d'une religion particulière. L'emprise religieuse sur la politique suisse se fait souvent sentir, par exemple quand on parle de mariage ou d'avortement. Et gare à la personnalité publique qui osera blasphémer ! La relation étroite entre la plupart des can-

tons et quelques Églises procurent des avantages financiers, politiques et culturels énormes à une poignée de sectes, au détriment de toutes les autres. Et ce type davantage n'existe pas pour des syndicats, coopératives ou autres institutions plus ou moins contrôlées par les classes laborieuses – il est vrai par contre que certaines entreprises, assurances et banques profitent aussi de règles autres que celles imposées à la plèbe. En Valais, on trouve des crucifix dans les écoles. En 2012, un enseignant libre-penseur s'y est fait licencier pour avoir retiré la croix de sa salle de classe.

En quoi est-ce que l'absence de laïcité est un problème ? Pour les libertés individuelles « immédiates », tout d'abord. Mais pas seulement. Nous allons nous concentrer ici sur l'exemple de l'Église catholique romaine. Cette Église est dirigée au niveau mondial par l'évêque de Rome. Cet évêque de Rome est à la tête de trois structures, qui en forment en réalité une seule : l'Église, le Saint-Siège (personnification diplomatique de la papauté) et l'État de la Cité du Vatican.

Cet État est une des très nombreuses monarchies d'Europe, avec l'Espagne, la Belgique, le Liechtenstein, le Luxembourg, Monaco, les Pays-Bas, le

Danemark, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (dont le souverain règne aussi sur les Îles anglo-normandes et quinze autres royaumes dont le Canada, la Jamaïque ou encore l'Australie). Plus précisément, le Vatican est une monarchie absolue, théocratique et élective. Et l'Église catholique est dominée par ce souverain absolu.

L'Église catholique, en plus d'être l'antithèse de la démocratie, est aussi de tous les combats réactionnaires (avec certes des différences régionales marquées) : contre le droit à l'avortement, contre le mariage homosexuel, contre l'égalité homme-femme, contre la contraception et les préservatifs... Sans compter le soutien appuyé à de nombreux régimes que les défenseuses de la liberté abhorrent, de l'esclavage des Noirs en Amérique au soutien sans faille au camp nationaliste puis au régime franquiste en Espagne.

La Suisse, soi-disant paradis démocratique, permet à ses citoyens d'aller manier la hallebarde dans l'armée d'une monarchie absolue. La Suisse favorise l'Église catholique et participe à son

financement. Cela devrait faire bondir toutes les personnes attachées à la démocratie, aux droits des femmes et des dissidences sexuelles et de genre, à la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, à la défense des droits reproductifs, à la liberté de culte.

La laïcité n'est pas un thème qui semble passionner les foules, ni même les partis « progressistes ». Il est vrai qu'historiquement la Suisse « radicale » a bien vite troqué la guerre ouverte aux conservateurs et aux royalistes contre une *Realpolitik* qui ménage la tyrannie tsariste et la monarchie italienne, et s'est empressée de

ménager les intérêts des Églises, particulièrement dans les cantons conservateurs. Reste que pour un pays qui de la gauche à l'extrême-droite n'a que le mot « démocratie » à la bouche et où les soi-disant populistes d'extrême-droite prônent, disent-ils, les libertés individuelles et tempêtent contre tout ce qui semble étranger, il est terriblement désolant qu'on puisse sans honte financer via l'État une monarchie absolue. Et terriblement désolant aussi que la laïcité n'aille pas de soi et ne soit pas un thème qui mobilise, même à gauche.

**NI DIEU
NI MAÎTRE!**



R. A.

LAISSEZ-MOI MA LIBERTÉ

Tu comprends, j'en ai besoin
À la pause au boulot, à l'apéro
Avant le dessert au resto

C'était vachement mieux avant
Dehors, dedans
Dans les trains, les bistrots, les bureaux

Ça fait de mal à personne
Oui bon, les gamins, les femmes enceintes
Mais qu'est-ce qu'elles foutent dans nos concerts ?

Moi je te dis que c'est une dérive hygiéniste
De l'autoritarisme
Quasiment le fascisme

Des anars en carton
Des faux punks
Ces gens qui veulent nous imposer leur manière de vivre

On dit que ça pue
Que ça pollue
Que ça file le cancer

Pourtant je suis là
Toi, t'en penses quoi ?
Ah, tu fumes pas

T'as raison, commence jamais

UN PEU D'HISTOIRE

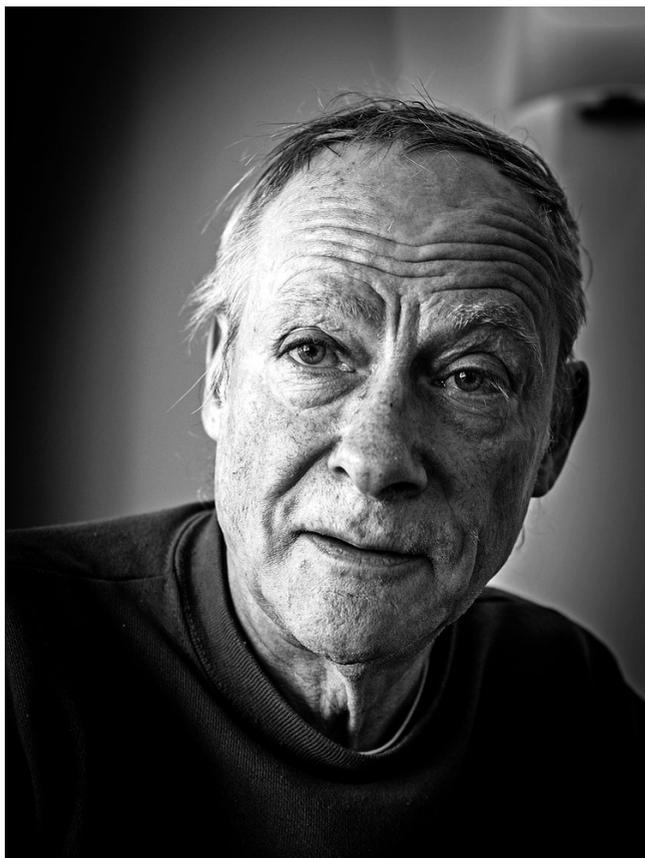
Auguste Spichiger (Langenthal 1842 – Lyon 1919) :

Ouvrier horloger, guillocheur, membre actif de la fédération jurassienne. Participe au meeting du Crêt-du-Loche en mai 1869, après la première visite de Bakounine dans le Jura, et signa une protestation contre l'intervention de l'armée dans la grève des maçons et manœuvres de Lausanne la même année. Membre du comité de la Fédération romande « collectiviste » en octobre 1870, à La Chaux-de-Fonds, délégué au congrès de Sonvilier de novembre 1871, où fut fondée la Fédération jurassienne, puis régulièrement membre du comité fédéral. Signa avec A. Huguenot le mandat de James Guillaume et d'Adhémar Schwitzguébel au congrès de l'AIT à La Haye ; fut délégué aux congrès de l'AIT anti-autoritaire en septembre 1873 (Genève) et en octobre 1876 (Berne). Avec trois ouvriers graveurs (Frédéric Graisier, Jacob Spichiger et Albert Nicolet), il reconstitua un atelier coopératif à La Chaux-de-Fonds, qui ne parvint toutefois pas à survivre. Il publia dans l'Almanach du Peuple pour 1875 un article à ce sujet et collabora au *Bulletin de la Fédération jurassienne* (1872-1878). Participe aussi aux activités de la Fédération française de l'AIT en Suisse et distribua le journal *L'Avant-Garde* ;

édita les actes du procès contre ce journal et son rédacteur Paul Brousse. Mais, boycotté par les patrons, inscrit sur les listes noires, dut partir quelque temps en France puis émigra aux États-Unis de 1887 à 1893. Installé à Philadelphie (Pennsylvanie), prit langue avec les militants anarchistes francophones. En 1889 il se trouvait à New Haven, Massachusetts, où Elisée Reclus lui rendit visite. En décembre 1891, figurait au nombre des lecteurs-souscripteurs du *Réveil des mineurs*. De retour en Suisse, à Bienne puis à La Chaux-de-Fonds, collabora depuis 1906 à la *Voix du Peuple* de Lausanne et à l'*Almanach du Travailleur* pour 1911 [édités par l'*Union des Fédérations Ouvrières de Suisse Romande*]. Resté très proche de James Guillaume, mais polémiquait en revanche avec d'autres anciens comme Pindy. En 1912, partit pour un an à Odessa. De retour à La Chaux-de-Fonds en 1913, publia la brochure *Le Parti pettavelliste*, critiquant les socialistes Paul Pettavel (pasteur), Charles Naine et E.-Paul Graber pour leur « piétisme » et leurs illusions parlementaires. Passa la fin de sa vie à Lyon.

Adapté du dictionnaire *Maïtron* des anarchistes, accessible gratuitement en ligne. Note entre crochets de Michel Némitz.

JACQUES FASEL



Sur l'écran du bus, je découvre une annonce pour le documentaire *Autour du feu* avec pour personnage principal, Jacques Fasel, braqueur. Un clic se fait dans mon cerveau. De temps en temps, devant l'Antabuse, troquet chaudefonier, je croisais un vieux clochard, à la douteuse prononciation, qui m'affirmait que je ressemblais à Jacques Fasel, un anarchiste. Qui était donc cet homme, un criminel ou un anarchiste ?

Né dans une famille de cinq enfants vivant dans des conditions modestes, sa révolte débute lorsqu'il intègre le monde du travail, après un apprentissage dans la restauration et qu'il se rend compte que ses collègues d'origine italienne sont moins payés que lui pour le

même boulot. Plutôt que d'obéir aux ordres de marche du service militaire, déjà révolté acquis aux valeurs de l'anarchisme, il part sur les routes d'Espagne et de France. Au gré de ces rencontres paysannes, ouvrières ou marginales, de ses aventures amoureuses, il effectue des petits boulots ou donne des coups de mains en échange de repas et d'un endroit où dormir. Déjà, il n'accorde que peu de valeur à l'argent qu'il méprise.

De retour en Suisse, à 22 ans, il est arrêté et condamné à six mois d'enfermement pour insoumission. À l'établissement pénitentiaire de Bellechasse, il rencontre Daniel Bloch, condamné pour avoir refusé de grader, et Jean-François Bana, purgeant une peine de prison pour tentative de hold-up. Inspirés par la Fraction armée rouge en Allemagne, les Brigades rouges en Italie, Action directe en France et les Tupamaros en Uruguay, le trio trouve nécessaire d'agir plutôt que de discourir. Puisqu'ils sont victimes d'une injuste violence institutionnelle, ils s'estiment en légitime défense et décident de créer un groupe armé dans l'espoir d'une révolution. Débute un cycle, qui dure 23 ans pour Jacques Fasel, de cambriolages et de braquages, plus ou moins rocambolesques, de caches en forêts, d'empri-

sonnements, entrecoupés d'évasions. Des sympathisants aident le groupe à mettre au point un réseau d'appartements et de garages clandestins, à se procurer des armes, à distribuer l'argent récolté à des groupes antinucléaires, des radios pirates ou des troupes de théâtre subversifs, à fournir des faux-papiers et même des abonnements généraux à des camarades suisses, français ou kurdes qui en ont besoin. Après l'attaque de la poste principale de Neuchâtel et une fuite en hors-bord, des avis de recherche paraissent à la télévision, à la radio, dans les journaux, des affiches avec leurs portraits sont distribuées aux grands magasins, aux postes et dans les banques. Tous les policiers ont leurs photos sur eux. En cavale, ils se retrouvent isolés. La survie devient vite leur unique priorité. Ils finissent par se faire prendre, séparément, en des lieux différents. Alors que les médias parlent d'une bande à Fasel, ce groupe n'a fonctionné sur aucun principe hiérarchique.

Dans une ambiance surchauffée, son jugement est prononcé. Malgré le lourd verdict qui s'abat sur lui, Fasel s'écrie dans la salle du tribunal : « Vive l'anarchie! », le poing levé vers un public composé majoritairement de sympathisants. En détention, il publie un livre frappant, *Droit de révolte*, que je vous conseille vivement de lire qui prouve ses réelles convictions libertaires.

Considéré comme un agitateur, déplacé d'établissement en établissement, soumis un moment à l'isolement, il entame une grève de la faim. Plus tard, il fonde, avec d'autres détenus, l'Association de défense des prisonniers de Suisse. En tout, il aura passé 13 ans et demi en tôle. Bénéficiant d'un régime de semi-liberté, il est, pendant quelques années, actif à Espace Noir, centre anarchiste autogéré de St-Imier et loge dans un squat à La Chaux-de-Fonds. Désirant vivre dans la nature et ouvrir un lieu de vie, il reprend la gestion du Restaurant du Châtelôt, encaissé au bord du Doubs. Renouant avec son métier de cuisinier, il accueille les gens avec des plats simples mais gourmands, accompagnés de nombreuses discussions gommant les différences culturelles. Il décore les murs de cette auberge avec des tableaux, des affiches anarchistes et des coupures de journaux anti-fascistes. Avec une cinquantaine de sympathisants, il forme une coopérative qu'il leur abandonne quelques années après. Ensuite, son parcours devient difficile à tracer. Il aide les paysans de montagne dans les alpages fribourgeois. Il se sépare d'une compagne avec lequel il a un enfant. Il vit dans un igloo, l'hiver et sous une tente, l'été. Il écrit des articles pour de petites revues anarchistes.

À l'heure actuelle, il ne recommande pas la guérilla urbaine aux jeunes trouvant que la répression et les contrôles

sont trop forts. Il pense qu'ils ont raison de manifester plus collectivement, de se battre d'une façon plus pacifique et de créer des structures anti-capitalistes. Toujours révolté contre l'injustice sociale, contre les incohérences du système économique, contre l'empire qui veut nous transformer en robots, il ne regrette rien mais aurait préféré éviter les dégâts, notamment humains, la mort du convoyeur, le suicide d'un de ses amis de la bande.

Je vous donne les grandes lignes du passionnant documentaire dont je vous ai parlé au début de cet article. Au lieu des traditionnelles interviews face

caméra, les réalisatrices genevoises Laura Cazador et Amanda Cortés réunissent autour d'un feu, deux générations d'activistes. D'un côté Daniel Bloch et Jacques Fasel et, de l'autre trois jeunes femmes qui resteront masquées afin de préserver leur anonymat et éviter de personnaliser la lutte. Les cinq personnages passeront toute une nuit blanche à s'interroger sur la désobéissance civile et sur les formes plus radicales de révolte. Quels moyens employer et jusqu'où peut-on aller pour défendre ses idéaux ?

Just Thierry



Erratum

Dans le numéro précédent, nous vous parlions du Nouveau Front Populaire en France. Un lecteur nous a fait remarquer que la gauche n'était pas si unie que ça : il y a eu de nombreuses candidatures dissidentes.

Surveillance à l'Université de Neuchâtel

En novembre 2024, nous vous parlions de surveillance policière dans le canton de Neuchâtel. Depuis, nous avons ouï dire que la Confédération (nous n'avons pas réussi à savoir s'il s'agissait de FedPol ou du SRC) s'intéressait à l'Action Anti-Impérialiste Étudiante (AAIE), issue de l'occupation pro-palestinienne de mai 2024.

LE BORGNE ET LE PEUPLE

Le petit châtelain fasciste,
Ayant passé toute sa vie
À cracher ses hymnes racistes,
Se trouva fort dépourvu
Quand la mort fût venue.
Pas un seul petit hommage
Des pauvres et des prolos.
Sa fille alla crier pitié
Chez le peuple dégoûté,
Le priant de lui prêter
Quelque commémoration pour subsister
Jusqu'aux élections nouvelles.
Je m'en souviendrai, lui dit-elle
Avant 2027, foi de députée,
Promis et juré.
Le peuple n'est pas amnésique ;
C'est là son moindre défaut.
« Que faisiez-vous aux temps durs ?
Dit-il à cette menteuse.
– Nuit et jour à tout venant
Je crachais ma haine, ne vous déplaise.
– Vous crachiez ? J'en suis fort aise.
Eh bien ! je danse maintenant. »



SORTIR DU DÉNI



L'extrême-droite est là, et bien là. Meloni est une fasciste, et elle est à la tête de l'Italie. Elon Musk est un nazi qui fait des saluts nazis. Pas un idiot qui fait des *dogwhistles* mal maîtrisés. Un nazi. Trump planifie la déportation des Palestinien·nes de Gaza, travaille avec des nazis et remet au goût du jour le pire de l'expansionnisme étasunien. Le régime hongrois emprisonne les antifascistes. Le RN en France est un parti fasciste. L'AfD en Allemagne doit être considérée comme un parti nazi. Et les conservateurs s'y allient. En Suisse, toute personne qui collabore avec la Junge Tat ou Némésis (par exemple : le chefaillon de l'UDC neuchâteloise) doit être traitée comme un·e fasciste. Il n'y a rien à nuancer, il n'y a rien à euphémiser : les fascistes sont là et notre réponse doit être à la hauteur. Pas de discussion, pas de dialogue : un cordon sanitaire strict et une riposte déterminée. Maintenant.

SALE GUERRE CONTRE LES PERSONNES LGBTQIA+

Les États-Unis mènent une guerre aux personnes LGBTQIA+. L'existence de ces derniers·ères est menacée : transphobie assumée au sommet de l'État, refus de reconnaître l'intersexuation et la non-binarité, femmes trans dans des prisons pour hommes, impossibilité d'utiliser les « bonnes » toilettes (une personne trans aura toujours tort ; des agressions impunies ont régulièrement lieu), interdiction de compétitions sportives, révocation des protections existantes, refus de délivrer des passeports avec le bon genre, invisibilisation calculée, etc. L'offensive réactionnaire est aussi internationale : Russie, Hongrie, Burkina Faso, Italie, Ouganda, Indonésie... Dans les pays où les droits avancent, par exemple l'Espagne ou la France, l'extrême-droite et souvent la droite « classique » font tout pour s'y opposer. En Suisse, l'UDC est ouvertement homophobe et transphobe, plusieurs de ses cadres défendent les attaques transphobes de la Junge Tat, et le parti dénonce sans cesse une soi-disant « folie du *gender* », en plus d'être affreusement misogyne et anti-avortement. Et n'oublions pas qu'avec l'UDC, une bonne partie du PLR et du Centre, ainsi que l'UDF, le PEV et plusieurs autres organisations, se sont opposés au mariage pour toutes, heureusement accepté en 2021.